

MAIRIE de VASSELAY

1, Place Louis Ducoux
18110

Téléphone : 02 48 69 33 66

Télécopie : 02 48 69 39 48

Email : mairie.vasselay.cher@wanadoo.fr

COMMUNE DE VASSELAY (18110)

PROJET DE REVISION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL D'URBANISME

0 6 JUIL. 2007



COMMUNE DE VASSELAY

**PROJET DE REVISION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL
D'URBANISME**

Commune de VASSELAY

18110 VASSELAY

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

République Française

SEANCE DU 30 mars 2007

NOMBRE DE MEMBRES		
Afférents au Conseil Municipal	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
15	14	14

Date de la convocation

23 mars 2007

Date d'affichage

23 mars 2007

Objet de la délibération

Révision simplifiée P.L.U.

Acte rendu exécutoire
après dépôt en Préfecture

le

et publication ou notification
du

Maire de VASSELAY



M. Bernard LOUIS

Signature et cachet

L'an deux mille sept

et le 30 mars

à 17

heures, 30

le Conseil Municipal de la Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence

de M. Bernard LOUIS, Maire.

Présents : Bernard LOUIS - Gérard CAFFIN - Christian CHEVREAU - Albert MANUEL - Viviane TOTON - Noël SEIDEL - Pascale MILLET - Philippe BROUARD - Sylvie PINGAUD - Christian BELLEVILLE - Etienne COQUERY - Nathalie BARREAU - Didier THIAULT -

Absents : Excusée: Evelynne DELEPINE qui a donné procuration à Gérard CAFFIN -

Secrétaire(s) de séance : Pascale MILLET

Monsieur le Maire expose que la révision simplifiée du Plan Local d'urbanisme (PLU), conformément à l'article L 123-13 du code de l'urbanisme modifié par la loi n° 2003-590 du 2 juillet 2003 a pour objet la réalisation d'une opération à caractère privé présentant un intérêt général pour la commune de Vasselay et la Communauté de Communes en Terres Vives :

- projet d'extension de l'entreprise RTI sur la zone d'activités de Vasselay, permettant de garantir sa pérennité, face à l'augmentation de son activité (croissance annuelle d'environ 15 %; embauche de 5 personnes, en moyenne, chaque année) et face aux obligations de mise aux normes de cette installation classée.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide :

- qu'il y a lieu de procéder à une révision simplifiée du P.L.U.
- de lancer la concertation pendant toute la durée de l'élaboration du document, conformément à l'article L300-2 du code de l'urbanisme selon les modalités suivantes : dossier et registre à disposition du public aux jours et heures d'ouverture.

**PROJET DE REVISION SIMPLIFIEE DU PLAN LOCAL
D'URBANISME DE LA COMMUNE DE VASSELAY**

RAPPORT DE PRESENTATION

Faisant suite au Plan d'Occupation des Sols datant de 1979, la commune de VASSELAY a élaboré et adopté son Plan Local d'Urbanisme le 29 août 2003.

Des modifications concernant les articles AU2 et N7 du règlement et un ajustement de superficie sur l'emplacement réservé n° 7, ont été approuvées par délibération en date du 9 décembre 2005, ce qui a permis de mener à bien certains projets d'urbanisation.

Aujourd'hui, l'entreprise RTI Industries, installée sur la zone d'activités de Vasselay depuis avril 1984 (Zone Ue du PLU), doit impérativement s'agrandir pour garantir sa pérennité. Cette entreprise emploie actuellement 49 personnes, résidant toutes sur Vasselay et les communes voisines. Son activité enregistre un taux de croissance de l'ordre de 15 % l'an (dont 70 % à l'exportation). En outre, elle envisage de créer en moyenne 5 emplois par an.

Le projet d'extension envisagé est vital pour permettre à l'entreprise de répondre aux besoins actuels du marché. Ce projet nécessite l'acquisition d'une superficie de 6000 m² (soit 4 %) de la parcelle voisine (149 620 m²), classée en zone N du PLU et étant aussi « espace boisé classé ».

En conséquence, pour réaliser cette opération à caractère privé, mais qui présente un intérêt général pour la collectivité (commune et communauté

COMMUNE DE VASELAY

PROJET DE REVISION SIMPLIFIEE DU P.L.U.

Déclassement d'une partie d'un espace boisé classé, située en zone N du PLU, pour reclassement en zone Ue du PLU.

→ Situation actuelle

Objet	Références cadastrales	Surface	Zone PLU	Surface totale Zone PLU		Propriétaire
Opération d'intérêt général	B n° 596	14 ha 96 ares 20 ca	N Espace Boisé Classé	N 218 ha	Ue 17 ha	de LAITRE Dominique

→ Situation nouvelle

Objet	Références cadastrales	Surface	Zone PLU	Surface totale Zones PLU		Bénéficiaire
Opération d'intérêt général	B n° 596 partielle	6000 m ² (soit 4 % du total de la parcelle)	Ue	N 217,4	Ue 17,6 ha	Entreprise RTI Industries Vasselay

MAIRIE DE VASSELAY

18110 VASSELAY

Vasselay, le 03 avril 2007

N/Réf. : LB/07.04.20

P.J. : Présentation et plan de développement de RTI

A l'attention de Mr LOUIS

Monsieur le Maire,

Suite à nos différents entretiens, nous vous confirmons notre intention d'acquérir une parcelle de bois d'environ 6000 m², propriété de Mr Dominique DE LAITRE, afin de procéder à une extension de nos ateliers de production, magasin, aire de stockage et circulation, et de maintenir ainsi notre activité sur le site actuel.

C'est dans cet objectif que nous vous sollicitons pour une modification du P.L.U de la zone concernée et qui implique également le déclassement de cette zone boisée.

A toute fin utile, nous vous joignons l'historique de RTI ainsi que son plan de développement à court terme.

Nous vous remercions de l'intérêt que vous portez à notre société et vous prions de croire, Monsieur le Maire, en nos salutations les meilleures.

La Direction
P. BAUDON



N.B : copie à Mr GODIN, président de la Communauté de communes

DIRECTION GENERALE DES IMPOTS

EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL INFORMATISE

AY (271)

N° d'ordre du document

arpentage :

N° d'ordre du registre de

constatation des droits :

Cachet du service d'origine :

CERTIFICATION

(Art. 25 du décret n° 55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document d'arpentage, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :

A - d'après les indications qu'ils ont fournies au bureau

B - En conformité d'un piquetage : effectué sur le terrain

C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé le par M. géomètre à

Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées au dos de la chemise 6463.

A. Le

Section : 0B02

Qualité du plan : 2

Echelle d'origine : 1/2500

Echelle d'édition : 1/2500

Date de l'édition : 08-12-2005

Support magnétique :

Document d'arpentage dressé

par M. (2)

à

date : / /

Signature :

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan renvoyé par voie de mise à jour), dans la formule B les propriétaires peuvent avoir effectué eux-mêmes le piquetage.
(2) Qualités de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou architecte retraités du cadastre, etc...)
(3) Préciser les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant qualifié de l'avoué expropriant)

LE BOURG AU ROY

619

LES CULS MÉNEAUX

1323

1322

1103

1209

1324

1325

1325

1164

1165

984

1237

1286

1287

1285

Creton

□ = EXTENSION BATIMENT ENVISAGÉE.

Obsèques

REMERCIEMENTS

ARÇAY

Ses enfants et toute la famille, remercient sincèrement les personnes qui ont pris part à leur peine lors du décès de

Madame Hélène NÉRON
née PREVOST

123440

MEHUN-SUR-YÈVRE

La famille remercie bien sincèrement toutes les personnes qui lui ont témoigné des marques de sympathie lors du décès de

Madame Colette PICARD
née MONDAIN

123220

SAINT-FLORENT-SUR-CHER

Marie-Thérèse BOYER-PUNED, Ses enfants, ses petits-enfants, Sa mère, Toute la famille, remercient très sincèrement l'équipe médicale du docteur Christine Berger, le docteur Fau, le docteur Zannou, les infirmières Marie-Claude Pichon, Isabelle, Maria, les amis du Cercle culturel de Bourges, les anciens d'AFN CATM, les nombreux amis, toutes les personnes qui se sont associées à leur peine lors des obsèques de

Monsieur Claude PUNED

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE BOURGES

Les créanciers de la liquidation judiciaire de Mme Martine ERTSCHIED sont informés que l'état de collocation (distribution du prix de cession d'une maison d'habitation située à Sile-et-Bardais, cadastrée section C n° 490-492-494) a été déposé au greffe du tribunal de commerce de Bourges, et qu'ils ont un délai de trente (30) jours à compter de l'insertion à portée inassomment ou BODACC pour former des contestations par déclaration au greffe du tribunal de grande instance de Bourges.

Le greffier: J. BESSON,

109915

PRESTIBAT SARL

Société à responsabilité limitée au capital de 3.000 €
siège social : 13, rue Nationale, 18 410 Argent-sur-Saule
439 975 163 RCS Bourges

AVIS DE PUBLICITÉ

Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire de la société PRESTIBAT SARL en date du 24 avril 2007, et suivant acte sous seing privé en date du 24 avril 2007 à Argent-sur-Saule, Arindo DA SILVA a fait apport à la société PRESTIBAT SARL, société à responsabilité limitée au capital de 1 €, ayant son siège social à Argent-sur-Saule (18410), immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 439 975 163 RCS Bourges d'un fonds artisanal de macronerie, exploité à Argent-sur-Saule (18410), 22, avenue de la Gare et immatriculée au registre du commerce et des sociétés sous le n° 352.28.108 RCS Bourges.

Cet apport sus-désigné évalué à 1.500 € a été consenti net de tout passif. Il a été rémunéré moyennant l'attribution à l'apporteur à titre d'augmentation de capital de 1.500 parts sociales de 1 € de nominal émises par la société PRESTIBAT SARL.

La date d'entrée en jouissance du fonds apporté a été fixée au 2 avril 2007.

Aux termes de ce même procès-verbal, le capital a été augmenté, avec effet au 2 avril 2007, en numéraires de 1.499 €, par versement en numéraires pour être porté à 3.000 € avec effet au 2 avril 2007.

L'article 8 des statuts a été modifié en conséquence.

— Ancienne mention capital : 1 €.

— Nouvelle mention capital : 3.000 €.

L'objet social a été modifié, avec effet au 2 avril 2007.

— Nouvelle mention : « A titre principal, la macronerie travaux publics et tous travaux divers du bâtiment, la macronerie et les travaux courants de béton armé, la réalisation de clôtures en macronerie ou en plaques de béton, la réalisation de raccordements à la voirie et aux réseaux divers. A titre accessoire, réalisation de chantiers dont la totalité est reprise par la définition des actes consentis aux sociétés du bâtiment dont le personnel est inférieur à dix salariés. Ceci inclut la capacité de réaliser des travaux de plomberie, d'électricité, maçonnerie, carrelage, tapisserie, menuiserie,

pl... autres... y rapp... l... ».

COMMUNE DE VASSEY

RÉVISION SIMPLIFIÉE DU PLU

La délibération prescrivant la révision simplifiée du plan local d'urbanisme est affichée à la porte de la mairie du 4 mai 2007 au 4 juin 2007. Cette révision a pour objet la réalisation d'une opération à caractère privé présentant un intérêt général pour la commune de Vasselay et la Communauté de communes en Terres Vives.

109996

Société civile professionnelle

Patrick VIRON, Pascal MONMARCHÉ-FONTAINE
Notaires associés, titulaires d'un office notarial à Montbazou (Indre et Loire).

Par l'intermédiaire du cabinet VILLARD-DECHÈZELLES
8, rue du Rempart à Tours (Indre-et-Loire)

CESSION

DE FONDS DE COMMERCE

Suivant acte reçu par M^{re} Patrick VIRON, notaire associé à Montbazou, le 25 avril 2007, enregistré à Tours ouest, le 26 avril 2007, bordereau n°2007/627, case n° 1, reçu : 17.081 €.

Mlle Véronique, Sylvie VINETTE, commerçante, demeurant à Bourges, Cher (18000), 10, avenue de Dun.

A vendu à M. Didier, Jean, Robert REKUT, responsable logistique, et Mme Isabelle, Françoise, Christine CUDERIN, secrétaire médicale, son épouse, demeurant ensemble à Fontaine-les-Clercs, Aisne (02580), 9, lotissement du Tour-de-Ville.

Un fonds de commerce de bar-presserique a été cédé à la gérance d'un débit de tabac, exploité à Bourges (Cher), 10, avenue de Dun, connu sous le nom de « LE NEMO » pour lequel le cédant est immatriculé au registre du commerce et des sociétés de Bourges, identifié sous le numéro SIRENE (système informatique pour le repérage des entreprises et de leurs établissements), n° 344.294.632.

Moyennant le prix principal de trois cent soixante quatre mille six cent treize euros et soixante quatre centimes d'euros (364.613,75 €).

La prise de possession et de jouissance a été fixée au 1^{er} mai 2007.

Les oppositions devront être faites en l'étude de M^{re} Yves SOUSJEME, notaire à Les-Aux-D'Ornilhon (Cher), où domicile est élu, dans les dix (10) jours de la dernière en date des publications légales, par actes extrajudiciaires.

Pour unique avis.

109849

BERRY

COMMUNE DE TROUV

MARCHÉ PUBLIC PRODUCTION, CONDITIONNEMENT ET LIVRAISON DES REPAS

MARCHÉ SELON PROCÉDURE ADAPTÉE

MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS

Identification de la collectivité, du maître d'ouvrage. — COMMUNE DE TROUV, place du 8-Mai-1945, 18570 Trouv, tél. 02.48.64.78.18.

Procédure de passation. — Procédure adaptée.

Objet du marché. — Production, conditionnement et livraison de repas pour le restaurant scolaire. Le Centre de loisirs sans hébergement et le portage des repas pour les personnes âgées.

Justifications à produire :

— Lettre de candidature (DC 4).
— Déclarations sur l'honneur du candidat. Le candidat doit déclarer sur l'honneur.
— N'entrer dans aucun cas des interdictions de soumissionner définies à l'article 38 de l'ordonnance du 6/06/05.
— Respecter l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (article 29 de la loi du 11 février 2005) pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.

— Les enseignements et documents permettant d'évaluer l'expérience et les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat, notamment :
• Une liste de références concernant la gestion des contrats souscrits par des Collectivités territoriales.
• Les moyens humains et matériels qui seront appréciés quantitativement et qualitativement ainsi que les mesures employées en matière de services.

• Le chiffre d'affaires global et la part de celui-ci représenté par l'assurance pour les Collectivités territoriales pour les trois derniers exercices.
• Les documents relatifs au pouvoir des personnes habilitées à les engager.

• Les certificats, agréments et qualifications professionnelles attestant la capacité du candidat à exécuter le marché.

Documents relatifs au candidat :

— Attestant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra, sur simple demande de la collectivité, dans un délai de quinze (15) jours, pouvoir produire les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents ainsi que les pièces mentionnées à l'article R 324-4 du code du travail conformément aux dispositions de l'article 46 du code des marchés publics.
— Lettre de candidatures, volets 1 et 2 certifiées.
— Certificats fiscaux, sociaux, de capacités et références.
— Assurance.

Sélection des candidatures. — Pour assurer une mise en concurrence suffisante, le nombre de candidatures est limité à :

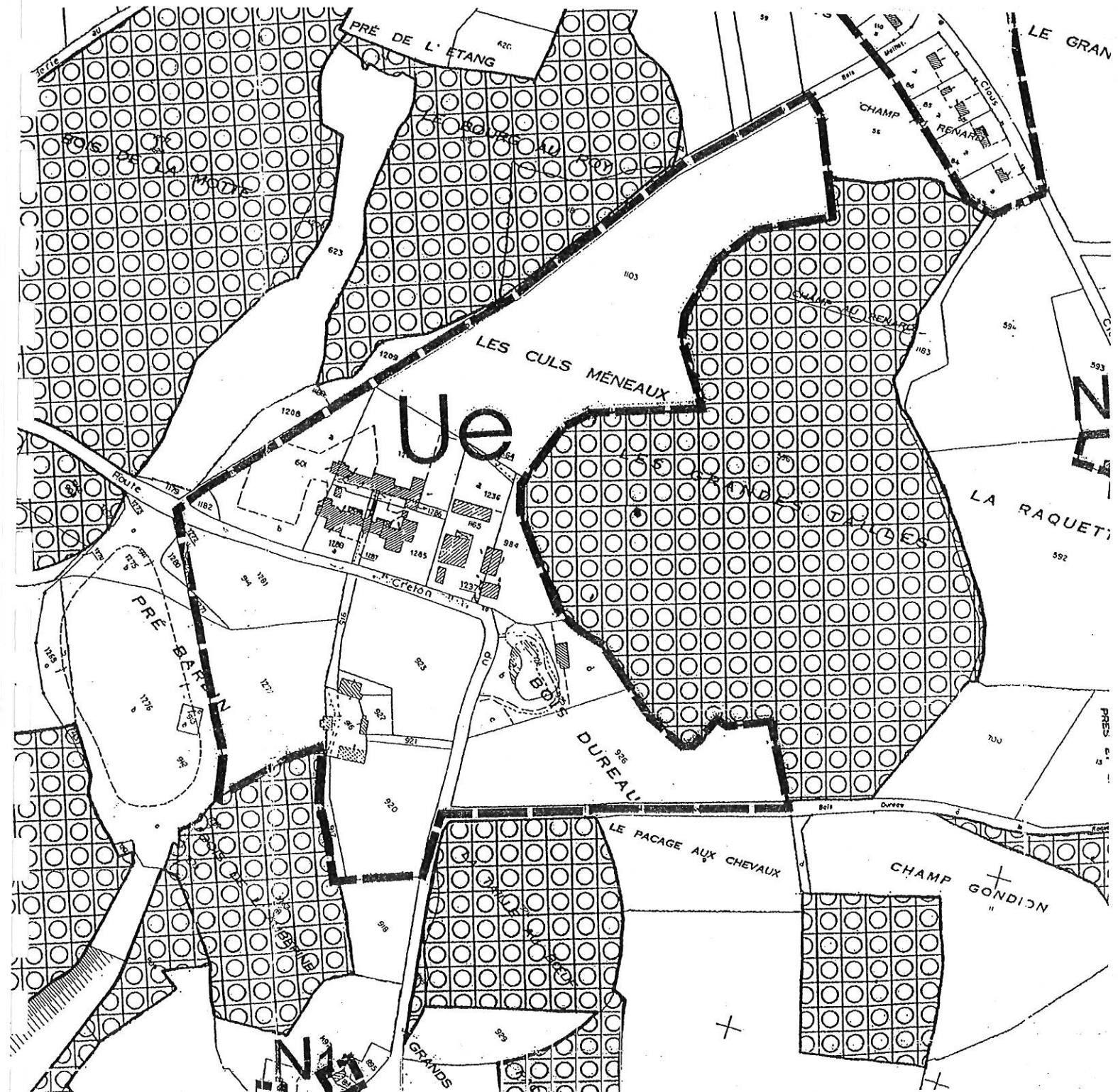
— Trois candidats au minimum.
— Candidat... inum.

DÉI

ell

A

1. Identification HABITAT, 207, r
2. Objet du r
3. Mode de p
4. Critères d'
5. Nom de l'
6. Date d'at
7. Dat



DEPARTEMENT DU CHER

COMMUNE DE VASSELAY

PLAN LOCAL D'URBANISME

Arrêté le 22 11 2002

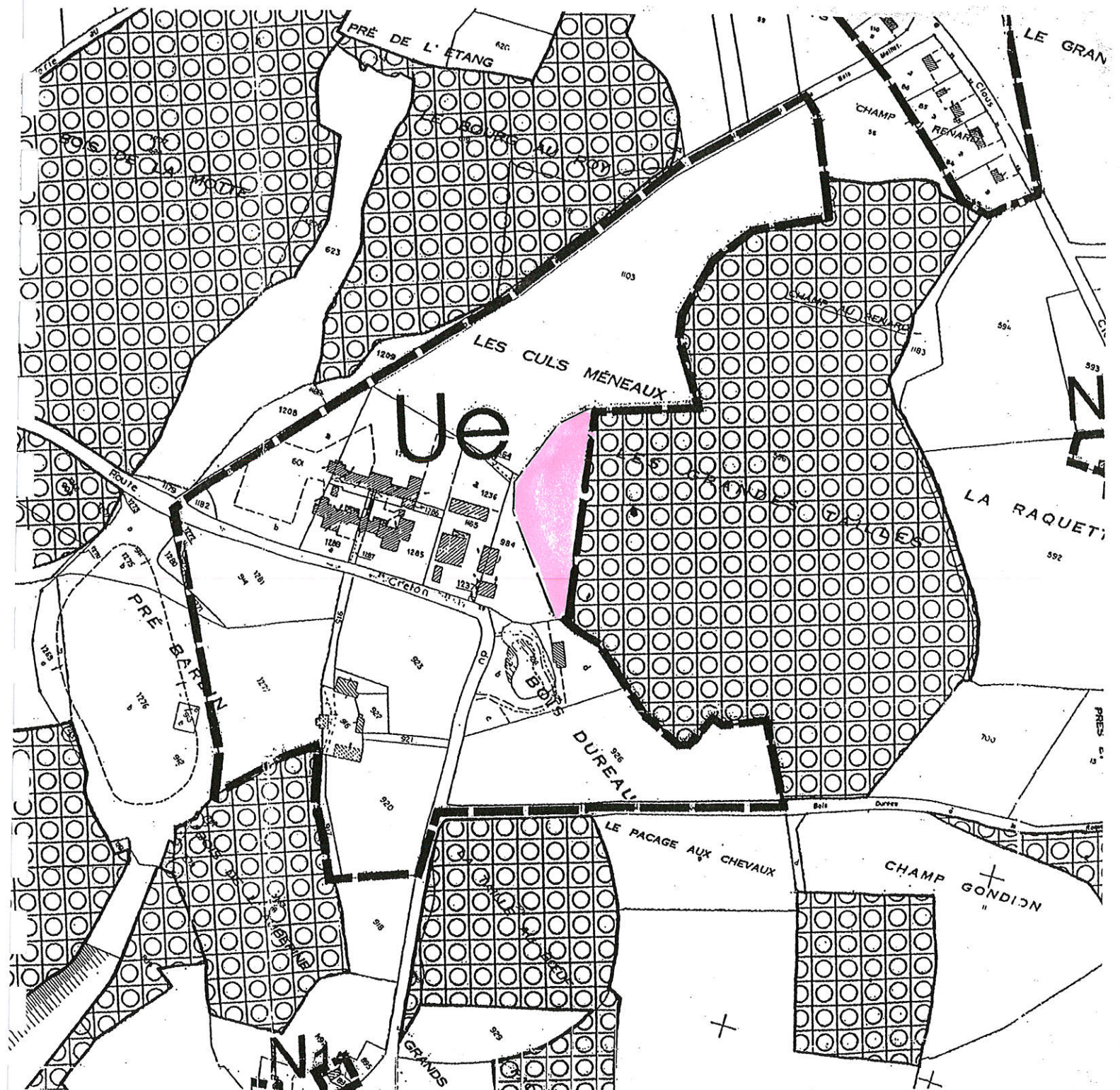
Approuvé le 29 août 2003

PLAN DE ZONAGE

Section B Feuille 2 (partielle)

Echelle : 1/2500

Situation actuelle



DÉPARTEMENT DU CHER

COMMUNE DE VASSELAY

PLAN LOCAL D'URBANISME

Arrêté le 22 11 2002

Approuvé le 29 août 2003

PLAN DE ZONAGE

Section B Feuille 2 (partielle)

Echelle 1/2500

Situation projetée